

LE CAMOUFLAGE DU MATERIEL EN ISERE
Jean-William Dereymez

À Grenoble, les militaires d'active affectés au Parc d'artillerie de la ville participèrent activement au Camouflage du matériel (CdM). En juillet 1940, le commandant Henri Delaye y devint l'adjoint du lieutenant-colonel Thouvard, chef de ce parc, rebaptisé « Etablissement principal supérieur du matériel » (EPSM). Avec le grade de lieutenant-colonel, H. Delaye remplaça son chef le 1^{er} décembre 1941. Cet EPSM devait assumer la lourde tâche de récupérer et trier une grande partie du matériel provenant de l'Armée des Alpes, tout en louvoyant face aux inspections et aux demandes des autorités militaires italiennes de la Commission franco-italienne d'Armistice (CFIA).

H. Delaye s'appuya sur une équipe comprenant une demi-douzaine d'officiers, une demi-douzaine de sous-officiers et quatre chauffeurs civils. Parmi les sous-officiers, Aimé Requet, affecté le 16 juillet 1940, parvint bientôt au grade d'adjudant-chef. Le groupe, rapidement lié au CDM, mit au point toute une série d'actions pour dissimuler armes et équipements : stockage de munitions dans les forts désaffectés de la région de Grenoble, comme Le Mûrier ; livraison de matériel en surnombre aux unités de l'armée d'Armistice, mais également aux Chantiers de la Jeunesse, à Jeunesse et Montagne, voire aux Eaux-et-Forêts et au Service local des œuvres de la marine (SLOM) ; création de nombreux dépôts clandestins non seulement d'armes individuelles mais aussi d'artillerie. Même le couvent de la Grande Chartreuse, où les moines se réinstallèrent en 1940, servit de cache. Au moment de l'invasion de la zone Sud, en novembre 1942, la XIV^e Région militaire aurait compté cent cinquante dépôts. Après le départ à la retraite d'Henri Delaye, en juillet 1943, l'un de ses adjoints, le capitaine Louis Nal, officier prisonnier rapatrié sanitaire en décembre 1940, le remplaça.

Face à cette entreprise de dissimulation, les autorités militaires italiennes multiplièrent les recherches de renseignement, contrôles, perquisitions. Grâce à des indiscretions ainsi qu'aux craintes de particuliers dont les locaux servaient de caches, les hommes du général de Castiglioni découvrirent certains dépôts. Au Champa, près de Vif, les vingt-deux canons de 75 mm cachés dans la partie désaffectée d'une cimenterie durent être livrés aux Italiens qui, pour cela, n'hésitèrent pas à arrêter et à envoyer en Italie le propriétaire de l'établissement et le maire de la commune.

Toutefois, L. Nal, qui avait créé avec Aimé Requet un groupe franc, et ses hommes réussirent d'une part à conserver certaines caches – l'une d'elles se trouvait dans les locaux de la Justice de Paix, au Palais de justice de Grenoble – d'autre part à en créer d'autres, à

recupérer des stocks dans le Parc d'artillerie et les forts environnants comme les Quatre-Seigneurs, voire à voler des explosifs dans des dépôts civils, par exemple dans celui de Pont-de-Claix, visité trois fois par le GF Nal ; la seconde, au profit des maquis du Vercors, s'effectua avec un camion de 3 tonnes 5, avec le renfort de maquisards du massif dirigés par le responsable du matériel, *Ollivier*. Tout le matériel récupéré servit, avant les parachutages alliés, à alimenter les divers groupes et maquis de la région alpine, à Grenoble et dans sa banlieue, dans le Grésivaudan, le Vercors, en Savoie, dans la Drôme, voire à Lyon. Cependant, l'occupation allemande rendit plus difficile ces opérations, ce qui conduisit le groupe Nal-Requet, appuyé par d'autres groupes francs, à faire sauter les munitions du fort des Quatre-Seigneurs (12 septembre 1943) ainsi que celles du Parc (nuit du 13-14 novembre 1943). Le Vercors s'arma désormais majoritairement avec des armes parachutées.